

Lukas Guidon, René Mégroz, Marcel I. Raas

Pour information: FMGS

Médecins de premier recours indépendants Suisse¹ – www.fmgs.ch

Les médecins de premier recours vivent une détérioration constante de leurs conditions de travail qui entraîne à son tour une sérieuse pénurie. Ni les négociations, ni même les manifestations n'ont réussi à enrayer cette évolution. Sous ces conditions, nous proposons la stratégie suivante: il faut qu'un certain nombre de médecins de premier recours sortent du système de la LAMal et exercent ainsi une pression suffisante sur les milieux politiques.

Personne ne conteste le risque alarmant auquel est exposée la couverture des soins primaires sur les plans quantitatif et qualitatif. Avec un horaire de travail lourd de 60 à 80 heures par semaine, lesté d'une charge administrative croissante, la profession de médecin de premier recours perd complètement son attrait pour les jeunes médecins. Il est fréquent que les détenteurs de cabinet partent à la retraite sans trouver de successeur. Les soins primaires sont assurés par les médecins de famille classiques (généralistes et internistes généralistes), ainsi que par les pédiatres, les pédopsychiatres et les psychiatres.

Malgré tous les efforts entrepris par le corps médical, la situation continue visiblement de se dégrader. Baisse de la valeur du point tarifaire, servitudes bureaucratiques exorbitantes, gel des autorisations de pratiquer et numerus clausus: tous ces facteurs contribuent à aggraver encore la situation. Les négociations et les manifestations devant le Palais fédéral n'ont apporté aucun résultat – quiconque a observé le moindre changement est prié de le signaler. Nous considérons que nous sommes responsables de la qualité professionnelle des soins primaires et du maintien d'une offre répondant aux besoins. Sans mesures utiles, les soins de base sont voués à la ruine. Et tout le monde sera en droit de nous demander ce que nous-mêmes avons fait pour l'éviter. Si l'on n'établit pas une base intacte et ferme pour les soins primaires, le développement des nouveaux modèles de soins – tels que l'envisagent les défenseurs des soins intégrés – est voué à l'échec à long terme.

L'initiative des médecins de famille n'apportera aucune amélioration, à moins que l'on ne l'espère du côté de l'étatisation de la médecine. Les mesures administratives prises ces dernières années (comme le gel des autorisations de pratiquer) font plutôt craindre que l'acceptation de l'initiative puisse déboucher sur des dégradations supplémentaires. Si l'on veut faire preuve de bon sens en matière de défense professionnelle, il ne faut abandonner à aucun prix la médecine à l'État. Elle est trop complexe pour être étatisée.

Éléments de solution

Ce qui manque réellement dans les soins de base, ce sont davantage de médecins et de moyens financiers. Sur la base de ces constatations, FMGS propose la solution suivante: exercer la pression nécessaire pour forcer les milieux politiques à prendre des mesures concrètes. Cette pression naîtra si un grand nombre de médecins de premier recours sont prêts à résilier les contrats inutilisables, ou à sortir du système. Le message est on ne peut plus clair:

sous les conditions actuelles, les généralistes ne peuvent plus assumer leurs charges. Les soins primaires constituent l'élément à la fois le plus important et le plus avantageux du système de santé, et

Résilier et sortir du système – et après?

On ne peut que comprendre le mécontentement presque proverbial des médecins de famille par rapport à la surréglementation et au blocage qui prévalent actuellement au sein de la politique de la santé. Une multitude d'idées et d'initiatives ont été développées pour reprendre les choses en main et briser les chaînes de la LAMal. Chacun d'entre nous voudrait tout faire sauter d'un coup pour devenir un entrepreneur autonome. Résilions les contrats qui nous enchaînent et nous serons des hommes et femmes libres! Nous pourrions dès lors faire honneur à la profession qui nous est chère, et nous consacrer entièrement aux problèmes de nos patients.

Malheureusement, ce n'est pas ainsi que les choses fonctionnent. Nous sous-estimons toujours la densité du filet de règlements qui relie les médecins de famille et les entoure inextricablement.

Supposons qu'une grande majorité des médecins de famille répondent à l'appel et sortent du système. Les gouvernements cantonaux se verraient alors contraints d'appliquer un tarif de substitution qui ne serait probablement pas différent de celui en vigueur. Nous recommandons au lecteur intéressé par les implications juridiques de lire attentivement l'excellent article de Peter Meier, licencié en droit, qui montre de façon circonstanciée quelles seraient les conséquences d'une résiliation. Cet article (en allemand) est mis en ligne sur le site de la société des médecins du canton de Zurich (AGZ).

Dans notre système démocratique, nous n'avons que la voie politique pour parvenir à un changement. Il ne faut pas craindre l'effort, car le chemin est ardu et malaisé. Nous avons noué avec nos élus des contacts d'autant plus précieux que nous sommes en année électorale, et nous avons mis sur pied avec brio l'initiative populaire. Même si ce ne sont probablement que nos successeurs qui cueilleront les fruits de nos efforts, ces derniers en auront valu la peine: grâce à notre investissement, le médecin de famille aura gagné en dignité.

Dans notre environnement politique immédiat, nous observons que nos amis les pharmaciens savent très bien se faire entendre. Et combien leur faut-il d'associations pour y arriver? Les médecins de famille doivent encore apprendre à se regrouper, à trouver des terrains d'entente et à œuvrer pour un objectif commun. Qu'importe que le train aille trop vite pour les uns, trop lentement pour les autres: ce qui compte, c'est qu'il avance.

C'est pourquoi je propose de nous serrer les coudes et de nous concentrer sur un seul but: l'initiative «Oui à la médecine de famille».

Johannes Brühwiler, membre du comité de «Médecins de famille Suisse»

¹ Freiberufliche medizinische GrundversorgerInnen Schweiz

il ne faut pas les mettre en péril. Si suffisamment de médecins refusent les entraves administratives (ils travailleront comme d'habitude, mais adresseront aux patients des factures que les assureurs ne sont pas autorisés à rembourser), alors il faudra nécessairement que les conditions changent très rapidement pour que les prestations médicales soient à nouveau remboursées aux patients, car les milieux politiques ne pourront pas avancer d'arguments formels privant les patientes et patients de traitement.

Coûts

Pour assurer la relève et un système de soins de base avantageux, il faut sensiblement valoriser la position des médecins de premier recours dans l'échelle sociale et professionnelle. A cet effet, il suffit d'investir environ 500 millions de francs par an, soit le montant que les assureurs consacrent à l'acquisition et au transfert des nouveaux membres. De tels montants existent donc et jusqu'ici ils ont été af-

fectés à des dépenses qui ne se sont pas vraiment avérées utiles pour le patient.

Pour tout complément d'information sur la FMGS, veuillez consulter notre site www.fmgs.ch ou adresser un e-mail à mail@fmgs.ch.

Correspondance:

Dr. med. Lukas Guidon

FMH Innere Medizin FMH

Präsident FMGS

Dr. med. René Mégroz

Facharzt für Allgemeinmedizin FMH

Aktuar FMGS

Marcel I. Raas

Facharzt FMH für Kinder- und Jugendpsychiatrie u. -psychotherapie

und Facharzt für Psychiatrie und Psychotherapie

mail@fmgs.ch.

Halbschlaf

Ich fühlte mich
aus langen
schwülen Jahren
weggetragen
wie durch ein Tor
ins Stundenlose
leichter Wind
in hohen Bäumen
flüsterte
geheimnisvoll
und Vogelstimmen waren
deren eine
mitten durch die Seele ging
als würde sie mich rufen
Wolken zogen hin
in alten Bildern
seltsam nah
und wieder –
dieser Vogellaut

und dann
auf einmal
war ein Glanz
ein Leuchten
ein Kindergesicht
ein lang vergessenen Ich

ich schlummerte

Jahre fielen aus der Brust
und unverbraucht
voll Zukunft kam
ein kühler Hauch

Thomas Schweizer, Hausarzt in Liebfeld